

# MESSAGE SPÉCIAL

## Message spécial aux Membres de la part de Karen Littlewood, présidente d'OSSTF/FEESO

Chers membres,

Les négociations d'OSSTF/FEESO dans le secteur des conseils scolaires pour la convention collective 2022-2026 sont finalement terminées – et après deux années épuisantes de négociations stagnantes – nous avons obtenu une entente arbitrale qui a donné lieu à une nouvelle convention collective pour 2022-2026.

Pour la majorité des membres d'OSSTF/FEESO – à partir du personnel enseignant et du personnel enseignant suppléant jusqu'à la plupart des catégories d'emploi des travailleuses et travailleurs en éducation – nous avons fait d'importants gains salariaux.

En fait, pour bon nombre de membres, les augmentations salariales sont les plus élevées depuis 2008.

Dans l'ensemble, cette entente est absolument une victoire pour nous – et une retentissante inculpation de la politique en matière d'éducation du gouvernement Ford.

Dans les sentences arbitrales :

- Le salaire de tous les membres du personnel enseignant et personnel enseignant suppléant augmentera de 11,25 % sur le mandat de quatre ans (11,73 % une fois les salaires composés);
- Chaque travailleuse et travailleur en éducation recevra une augmentation de 1 \$/heure pour chaque année de l'entente (les plaçant parmi les plus grands gagnants de la sentence);
- Chaque membre dans le secteur a reçu une mesure corrective additionnelle composée de 7,41 % relative au projet de loi 124 inconstitutionnel qui a gelé les salaires entre 2019 et 2022.

Toutefois, un revers pour nous dans la décision arbitrale repose dans le résultat totalement inacceptable en matière de rémunération pour nos plus de 3 000 membres du personnel professionnel de soutien aux élèves (PPSÉ) et certaines autres catégories d'emploi des travailleuses et travailleurs en éducation.

En reproduisant les ententes préalables, la sentence arbitrale manque complètement de reconnaître la valeur du travail des membres du PPSÉ, et en est arrivée à un résultat qui ne tient aucunement compte des membres du PPSÉ et de membres similaires et les pénalise injustement.

Pour ces membres, l'augmentation forfaitaire ne représente qu'une hausse annuelle négligeable, ce qui est encore plus exaspérant face à la sombre crise de santé mentale affligeant les élèves, et que ces travailleuses et travailleurs sont tellement en mesure d'aborder.

Il y a eu d'autres victoires lors de notre parcours, comme les importants jalons vers l'élimination des écarts régionaux dans les taux salariaux du personnel enseignant suppléant, et également d'autres revers, comme le défaut de la part de l'arbitre d'aborder le besoin d'effectifs de classe raisonnables pour les cours décroissés. Vous pouvez lire davantage au sujet de l'entente dans les nouvelles et notre récent [Bulletin de négociation](#).

La seule route viable à un résultat positif dans cette ronde de négociations était le parcours que nous avons choisi – en plus des augmentations salariales pour l'entente 2022-2026, le parcours a permis d'obtenir rapidement d'importantes mesures correctives pour les membres touchés par le Projet de loi 124 – la législation inconstitutionnelle de suppression des salaires du gouvernement Ford. En fait, au cours de la période de cinq ans à partir de septembre 2021 – environ quand nous commençons à voir l'augmentation de l'inflation – les salaires des membres augmenteront de 15 %, plus que 3 % par année lorsque composés, et même plus pour bon nombre de membres du personnel enseignant suppléant et la plupart de nos membres travailleuses et travailleurs en éducation.

Cependant, nous ne sommes pas au bout de notre tâche.

Alors que la présente année scolaire tire à sa fin, je sais que les membres d'OSSTF/FEESO demeurent atterrés par les affirmations trompeuses au sujet des sommes de financement supposément « historiques » en éducation publique, par Ford et ses ministres. Nous savons que, lorsqu'on tient compte de l'inflation et de l'augmentation des inscriptions, il y a un manque à gagner de plus de deux milliards \$ dans le financement de l'éducation pour l'année scolaire 2024-2025 lorsqu'on compare à l'année scolaire 2017-2018.

Les six années de coupures par les Conservateurs ont eu des conséquences néfastes sur les élèves, et elles sont dévastatrices pour l'éducation publique en Ontario.

Je suis prête à lutter pour le système que nous méritons.

Peu importe la façon à laquelle le ministre Lecce dore l'image de ses investissements, il ne peut dissimuler ses coupures annuelles en éducation, en sommes réelles, qui se chiffrent à 1 500 \$ par élève! Il ne peut pas détourner son regard de la crise actuelle de recrutement et de maintien des effectifs dont il est responsable et qui a un impact sur toutes les catégories d'emploi dans le secteur. Il ne peut pas passer sous silence la crise en santé mentale des élèves qui pourrait être allégée en embauchant un plus grand nombre de membres du personnel professionnel de soutien aux élèves et en les attirant au moyen de salaires justes. Il ne peut pas cacher les taux de violence épidémiques qui sont le fléau de nos salles de classe et les causes économiques qui les alimentent.

Notre syndicat a entrepris cette ronde de négociations avec la ferme conviction de négocier collectivement et dans l'unité. Nous devons appliquer cette même conviction alors que nous faisons campagne – ensemble et dans la solidarité – chaque jour jusqu'à la prochaine élection.

Les élèves de l'Ontario méritent mieux.  
La population de l'Ontario mérite mieux.  
Vous méritez mieux.

Voilà pourquoi nous devons élire un gouvernement qui investira dans l'éducation publique, résoudra la crise de recrutement et de maintien des effectifs, et réformera la *Loi sur la négociation collective dans les conseils scolaires*.

Les dernières six années ont été difficiles pour nous tous, mais la passion, le dévouement et la conviction incroyables dont chacun d'entre vous fait preuve me tiennent à cœur.

Merci de votre appui au cours du processus des négociations et de votre engagement inébranlable à votre noble profession.

Ensemble, nous pouvons créer un système d'éducation public dont nous pouvons tous être fiers.

En toute solidarité,



Karen Littlewood